

Entretien avec Marie-Aleth Grard

« Un engagement qui donne sens à une vie »

Marie-Aleth Grard est vice-présidente d'ATD Quart Monde France et membre du Conseil économique et social et environnemental (CÉSE). Elle est l'auteur de l'« Avis du CÉSE » : *Une école de la réussite pour tous*, mai 2015 [PDF accessible sur www.lecese.fr].

Entretien réalisé par Régis Guyon le 25 novembre 2015.

Régis GUYON. Pouvez-vous situer votre rencontre avec le Mouvement ATD Quart Monde dans votre parcours personnel et professionnel ?

Marie-Aleth GRARD. Je suis un peu tombée dans la marmite du militantisme quand j'étais petite. Mes parents étaient très militants et mon père s'est particulièrement engagé dans l'éducation populaire – le scoutisme plus précisément. Mais la rencontre la plus déterminante fut celle d'un couple de volontaires permanents à ATD Quart Monde. J'avais 16 ans et je me suis dit à ce moment-là que je devais me renseigner sur cette association. Ainsi, entre 16 et 20 ans, j'ai lu les publications d'ATD Quart Monde pour comprendre la nature de leur combat. Il m'est apparu que, contrairement à d'autres structures, ATD Quart Monde portait des idées des personnes pour mettre en place, avec elles, des combats, des actions, et cette idée-là m'a tout de suite accrochée.

R. G. Avez-vous directement travaillé au sein du Mouvement, pour y entrer, ou bien vous avez eu une vie professionnelle par ailleurs ?

M. -A. G. Professionnellement, je suis photographe. Mais le militantisme a toujours été imbriqué à ma vie personnelle et professionnelle. À 20 ans, j'ai rencontré

mon mari et avec lui, nous avons choisi une association dans laquelle nous allions militer ensemble. J'étais alors présidente d'une association d'alphabétisation que j'avais montée avec une amie, tandis que lui était dans une autre association. Nous avons choisi ATD Quart Monde pour militer ensemble. Nous avons été très bien accueillis par Joseph Wresinski à l'époque, mais il nous a bien fallu quelques années pour comprendre quel pourrait être notre apport dans ce combat contre la grande pauvreté. Il a surtout fallu que je « détricote » tout ce que j'avais appris depuis le plus jeune âge, à savoir la compassion, la charité, etc., qui ne sont pas du tout des « valeurs » sur lesquelles se fonde notre combat à ATD Quart Monde. Notre combat s'attache à rendre effectifs les Droits de l'homme et l'égalité de dignité de tous.

R. G. L'engagement renvoie à un large panel lexical : mobilisation, être mobilisé, se mobiliser, militant, militer, militantisme, voire activisme, etc. Quel terme, selon vous, vous définirait le mieux, et pourquoi ?

M. -A. G. Vous savez, à ATD Quart Monde, nous avons un vocabulaire particulier. Il y a des volontaires permanents, des militants Quart Monde et des alliés – je fais moi-même partie de cette dernière catégorie. Ces trois dénominations, pensées par Joseph Wresinski, ont une vraie signification : les volontaires permanents désignent des personnes qui ont une formation professionnelle, un métier et choisissent de se mettre à disposition du mouvement ATD Quart Monde pour recevoir une mission, qui est de vivre auprès des plus pauvres, en France ou dans l'un des 35 pays du monde dans lesquels nous intervenons.

Du menuisier au polytechnicien, ils choisissent tous d'avoir une vie simple, puisqu'ils perçoivent 600 euros de revenu par mois pour vivre, tout en étant logés, et quelles que soient l'ancienneté et les responsabilités dans le volontariat. Être volontaire permanent d'ATD Quart Monde est un vrai choix de vie, notamment pour ses enfants. Il y a également les militants Quart Monde, qui vivent ou ont vécu dans la grande pauvreté et qui décident de devenir militants, de se lever avec d'autres pour lutter contre cette insupportable réalité. Il y a enfin les alliés, dont nous faisons partie avec mon mari : nous avons un métier, nous sommes insérés dans la société mais nous avons décidé d'être attentifs, partout où nous nous trouvons, à celui qui a le plus de mal. Ce choix d'être « alliés » et non « volontaires » d'ATD Quart Monde date déjà de plus de trente ans. Nous avons choisi de vivre dans un quartier où il y a une vraie mixité sociale pour pouvoir élever nos trois enfants, qui sont allés à l'école, au collège et au lycée de ce quartier. Cette mixité sociale nous paraissait nécessaire pour être en relation avec tous les milieux sociaux ; elle constitue une grande richesse humaine. Je me suis également engagée dans la société en tant que déléguée de parents d'élèves, mais surtout pas seulement pour mes enfants. Lorsque l'on est allié d'ATD Quart Monde, on est vraiment à la recherche des parents les plus éloignés de l'école et des enfants les plus exclus dans les classes. J'ai également été syndiquée pendant dix ans dans mon milieu professionnel pour comprendre ce qu'est le syndicalisme. Être élue locale pendant treize ans m'a aussi permis de comprendre comment fonctionnent une municipalité et le monde politique pour défendre les plus pauvres. Faire émerger la pensée, les paroles, des milieux les plus démunis me semblait très important. Être allié à ATD Quart Monde veut dire que l'on accepte de se former pour comprendre le combat de notre Mouvement, et de se

compromettre dans son propre milieu professionnel, familial, à l'école de ses enfants, pour sans cesse « oser défendre » ceux qui sont rejetés, oubliés, que l'on ne voit même plus.

Les alliés sont « bénévoles » mais l'engagement va au-delà du bénévolat, il est de tous les instants de la vie ; il oriente bien souvent les décisions que nous pouvons prendre.

Aujourd'hui, les personnes sont « accaparées » par

“

**Être allié
à ATD Quart
Monde, c'est
sans cesse
« oser défendre »
ceux qui sont
rejetés, oubliés**

leur travail et nous avons plus de mal à recruter des alliés pour les former à la connaissance de la grande pauvreté et au combat pour l'éradiquer.

R. G. Vous évoquiez aussi des militants, acteurs du Mouvement, qui sont eux-mêmes issus du public auquel il s'adresse. Ces personnes incarnent sans doute la volonté du Mouvement de porter haut

”

la parole des pauvres, et même de ne pas parler à leur place mais bien plutôt avec eux. Concrètement, comment cela s'organise-t-il ?

M. - A. G. Notre société de consommation est faite pour celui qui va le plus vite, qui parle le plus fort et qui réussit le plus rapidement. Les pauvres sont toujours ceux qui vont le moins vite et qui rencontrent le plus grand nombre d'obstacles dans la société. Nous ne devons pas perdre cette donnée de vue, au risque sinon de perdre des militants. Dans notre conseil d'administration, il y a des militants qui ont vraiment l'expérience de la grande pauvreté, qui vivent pour certains encore au quotidien dans cette vie si précaire et si dure. Il faut donc être en capacité de mettre en place des ponts, ou en tout cas des façons de travailler, qui permettent de placer les uns et les autres à égalité. Je vais vous donner un exemple concret : à l'occasion de la préparation d'une réunion, si l'on envoie simplement l'ordre du jour à tous, nous ne sommes pas à égalité. Il faut en effet commencer par prendre un vrai temps de travail avec les militants, durant lequel on les écoute, en prenant le temps de faire émerger la pensée de chacun.

Ce temps est la condition pour que les prises de parole de chacun, ensuite, lors du conseil d'administration par exemple, soient à égalité.

R. G. Ce « choc des cultures » fait écho en moi avec certaines formations qui rassemblent à la fois des parents et des enseignants. Les attentes et les objectifs des uns et des autres ne sont pas forcément compatibles et les malentendus peuvent être très vifs...

M. - A. G. Je vais illustrer ce choc des cultures, comme vous dites, avec un cas CÉSE. Dans le cadre de la préparation du rapport *Une école de la réussite pour tous*, publié en mai 2015, j'avais réuni un groupe constitué de dix militants issus d'ATD Quart Monde avec des chercheurs, des enseignants et des parents d'élèves pour travailler avec la section « éducation » du CÉSE. Ces trente personnes ont présenté des sujets aux conseillers du CÉSE pour faire émerger des propositions. J'aurais dû prévoir de filmer ces trois séances tellement elles furent étonnantes : la peur des uns vis-à-vis des conseillers du CÉSE, ces derniers s'étant eux-mêmes vraiment présentés comme des sachants, tandis que, dans le même temps, certains d'entre eux adoptaient des postures d'une grande immaturité, un peu comme des adolescents, face aux personnes pauvres... C'était assez déconcertant. J'ai alors interrogé mes collègues pour mieux comprendre et, petit à petit, nous avons appris et réussi à travailler ensemble, en appliquant la technique du « croisement de savoirs ». Un de mes collègues de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) a témoigné en séance plénière combien cette expérience avait changé ses positions. Une autre collègue, de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), m'a aussi dit qu'elle croyait, à tort, tout savoir sur la pauvreté et que ce temps de travail avait été vraiment intéressant pour réviser son point de vue.

R. G. On perçoit bien dans vos propos les passerelles et les ressorts qu'un engagement peut avoir sur un autre ; ou comment votre engagement à ATD Quart Monde se nourrit de votre vie personnelle et professionnelle autant qu'il les nourrit. Mais est-ce que nous n'assistons pas aujourd'hui à une désinstitutionnalisation des œuvres sociales ou, ce qui pourrait être son pendant, à une professionnalisation de l'engagement ? Et, le cas échéant, quel en serait l'impact sur la nature même de l'engagement ?

M. - A. G. Je partage cette analyse : en quelques années, nous sommes montés d'un cran dans cette évolution vers la désinstitutionnalisation. En région lyonnaise, nous avons voulu expérimenter un service civique pour des jeunes issus du milieu de la grande pauvreté, un public qui ne se sent pas traditionnellement concerné par ce type de dispositif. L'expérience s'est révélée très intéressante, même si elle ne fut pas toujours simple à mener. On se rend compte que, là aussi, il faut vraiment faire preuve d'une attention particulière, autour de la mise en place d'un soutien pour ces jeunes, afin qu'ils parviennent à tenir leurs engagements, alors qu'ils se sentent tellement en décalage avec les autres jeunes du service civique – avec lesquels ils n'ont en effet pas grand-chose en commun. C'est justement cette capacité à faire « en commun », ce « faire ensemble », que nous sommes parvenus à créer pour certains. Mais nous n'avons pas réussi à poursuivre l'expérience car elle nécessitait une énergie absolument considérable et que nous ne nous sommes pas sentis suffisamment soutenus au niveau national. Surtout, l'engagement qu'on leur proposait était d'une durée trop limitée : pourquoi ne pas leur proposer de s'engager pour quatre ou cinq ans, de manière à ce qu'ils puissent y mettre davantage d'eux-mêmes ? Je pense que l'on ne rend pas forcément service aux gens en leur proposant de s'investir sur un projet sur une période d'un an, qui ne permet que de rester à la surface des choses. Clairement, un an n'est pas suffisant pour prendre la mesure et tirer profit de la pensée et de l'expérience des plus pauvres. Cette attention à celui qui a le plus de mal est vraiment essentielle pour l'avenir de notre société et de notre façon de vivre ensemble. Il s'agit de se nourrir réciproquement de cette attention pour faire société ensemble et bâtir demain ensemble.